



**GOUVERNEMENT**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



# **LA DIRECTIVE EAUX RÉSIDUAIRES URBAINES RÉVISÉE :**

QUELS ENJEUX ?

QUELLES ÉCHÉANCES ?



## PRÉSENTATION DE LA DIRECTIVE «EAUX RÉSIDUAIRES URBAINES», DITE DERU

**Adoptée en 1991, cette directive fixe les obligations minimales concernant la collecte, le traitement et la surveillance des eaux usées urbaines (comprenant notamment les eaux usées produites par les ménages, issues des douches, lave-linges, toilettes...).**

La mise en œuvre de cette directive a fortement contribué à améliorer la qualité des milieux aquatiques. Toutefois, celle-ci prend insuffisamment en compte des enjeux qui ont émergé ou pris de l'ampleur depuis les années 1990 tels que :

- la réduction des micropolluants rejetés dans les milieux aquatiques;
- la réduction, en cas de pluie, des rejets directs dans l'environnement d'eaux usées;
- les effets du changement climatique.

Aussi, la Commission européenne a initié un processus de révision en 2022 qui a abouti le 12 décembre 2024 à la publication de la DERU révisée au *Journal officiel* de l'Union européenne. Ses dispositions doivent désormais être transposées dans le droit national au plus tard le 31 juillet 2027 pour être pleinement effectives.

## PRINCIPALES DISPOSITIONS ET ÉVOLUTIONS LIÉES À LA DERU RÉVISÉE

**Obligation de collecte et de traitement de la pollution organique pour les agglomérations d'assainissement de 1000 équivalent habitants (EH) et plus (contre 2000 EH précédemment)**

**Renforcement du traitement des eaux usées : performances plus élevées sur l'azote et le phosphore et introduction d'une obligation de traitement des micropolluants**

Ces obligations concernent les stations d'épuration recevant une pollution de plus de 150 000 EH et les agglomérations d'assainissement de 10 000 EH et plus dont les rejets s'effectuent dans des zones « à enjeux » (eutrophisation ou micropolluants).

**Mise en place d'une responsabilité élargie des producteurs (REP) relative aux micropolluants**

En application du principe pollueur-payeur, les industriels des cosmétiques et des médicaments seront amenés à contribuer au financement des dépenses liées à la mise en place du traitement des micropolluants.

## **Réduction des rejets directs d'eaux usées par temps de pluie**

Ces rejets ne devront pas excéder 2 % de la pollution produite par temps sec. Cette disposition concerne les agglomérations d'assainissement supérieures à 100 000 EH et plus, et certaines agglomérations d'assainissement de taille comprise entre 10 000 EH et 100 000 EH. Un plan de gestion définira les actions à conduire pour atteindre cet objectif en privilégiant les démarches visant à éviter l'entrée des eaux pluviales dans les systèmes de collecte.

## **Renforcement des obligations de surveillance**

La surveillance des systèmes d'assainissement poursuit trois objectifs :

- Vérifier le respect des obligations de la directive (performances de traitement...).
- Assurer un suivi prospectif des substances présentes dans les eaux usées (microplastiques, PFAS, métaux...).
- Assurer une veille épidémiologique par la surveillance d'agents pathogènes (SARS-CoV-2, grippe...).

## **Neutralité énergétique du secteur de l'assainissement**

Les stations d'épuration recevant une pollution de 10 000 EH et plus devront produire, à partir de ressources renouvelables, l'énergie nécessaire pour couvrir l'intégralité de leurs besoins.

## **Accès à l'assainissement pour tous**

À échéance 2029, un accès à l'assainissement pour tous devra être garanti, en particulier pour les populations vulnérables ou marginalisées.

## **Information du public**

Le public aura librement accès, en ligne, à des informations détaillées concernant le fonctionnement de chaque système de collecte et de traitement des eaux usées et les coûts associés. Chaque citoyen et usager du service d'assainissement sera ainsi informé des actions mises en œuvre pour préserver la salubrité publique et protéger l'environnement.

**PRINCIPALES  
ÉCHÉANCES  
DE MISE EN ŒUVRE  
DE LA DIRECTIVE**

**2027**

31 DÉCEMBRE

Art. 7 : Liste  
des zones sensibles  
à l'eutrophisation

**2028**

31 DÉCEMBRE

Art. 9 : Mise en place  
de la responsabilité élargie  
des producteurs

Art. 11 : Audit énergétique pour les  
stations d'épuration recevant une  
pollution de 100 000 EH et plus et  
les systèmes de collecte associés

**2030**

31 DÉCEMBRE

Art. 8 : Liste des zones  
à enjeux micropolluants

**2032**

31 DÉCEMBRE

Art. 11 : Audit énergétique  
pour les stations  
d'épuration recevant  
entre 10 000 et 100 000 EH  
et les systèmes de  
collecte associés

**2033**

31 DÉCEMBRE

Art. 5 : Mise en oeuvre  
du plan de gestion  
intégré des eaux  
résiduaires urbaines  
pour les agglomérations  
d'assainissement  
de 100 000 EH et plus

**2035**

31 DÉCEMBRE

Art. 3 et 6 : Collecte et  
traitement de la pollution  
organique pour les aggro-  
mérations d'assainissement  
entre 1000 et plus

**2039**

31 DÉCEMBRE

Art. 7 : Traitement azote  
et phosphore pour 100 %  
des stations d'épuration  
recevant une pollution de  
150 000 EH et plus

Art. 5 : Mise en oeuvre du  
plan de gestion intégré des  
eaux résiduaires urbaines  
pour les agglomérations  
d'assainissement entre 10 000  
et 100 000 EH concernées

**2045**

31 DÉCEMBRE

Art. 7 : Traitement azote et/ou  
phosphore pour 100 % des stations  
d'épuration concernées en zone  
sensible à l'eutrophisation

Art. 8 : Traitement des micropolluants  
pour 100 % des stations  
d'épuration concernées

Art. 11 : Atteinte de la neutralité  
énergétique du secteur de  
l'assainissement

Le texte de  
la directive  
révisée :



Le portail de  
l'assainissement  
collectif :

